



Communiqué de presse intersyndical du 09/10/2024

L'annonce du premier ministre du non-remplacement des fonctionnaires « partant à la retraite » ou « n'étant pas en contact direct avec les citoyens », au prétexte de réduire les dépenses publiques, confirme les coupes budgétaires, menées depuis 7 ans sous la présidence d'Emmanuel Macron, dans la fonction publique et en particulier dans l'Éducation.

Or, le Service public d'Éducation est aujourd'hui exsangue : manque de personnels qui prive les élèves de la scolarité et de l'accompagnement de qualité auxquels elles et ils ont droit, crise d'attractivité qui perdure, réformes faites contre les personnels et les élèves, imposées dans la précipitation (la dernière en date étant celle du choc des savoirs), conditions de travail dégradées (effectifs chargés dans les classes, pressions sur les enseignant·es en poste pour assurer les heures de cours dans les matières où il en manque ou en cas d'absence, vies scolaires sous pression, déploiements de progiciels de gestion RH ou financier inaboutis etc.).

L'académie de Clermont-Ferrand, comme les autres, est heurtée de plein fouet par la pénurie de personnels à tous les niveaux : manque d'enseignant·es, d'AESH, de personnels de vie scolaire, de psychologues scolaires, de personnels administratifs, de personnels médicaux et sociaux. Ce sont encore une fois les personnels et les élèves, en particulier les plus fragiles, qui en subissent les conséquences.

Le gouvernement doit annoncer ces jours-ci le détail d'une diminution du budget de 40 milliards d'euros dans la fonction publique. Il s'agit là d'un tour de vis austéritaire sans précédent.

Nos organisations syndicales (SUD éducation, SNES-FSU, CGT éducation, UNSA éducation, SGEN-CFDT, SNALC, FSU-SNUipp, FNEC-FP-FO et SNUEP-FSU) s'unissent pour la défense de l'École publique. Elles refusent de voir l'Éducation sacrifiée sur l'autel de l'austérité, s'opposent aux coupes budgétaires à venir et exigent des moyens humains, la baisse des effectifs par classe, l'abrogation du choc des savoirs et de la réforme du lycée professionnel, une augmentation des salaires pour toutes et tous sans contrepartie. C'est à la fois une urgence éducative et démocratique au regard des enjeux et des défis que le service public d'éducation doit relever.